

Annonces légales

ANNONCES LEGALES



URBANIS AMENAGEMENT CONCESSION D'AMENAGEMENT POUR L'ERADICATION DE L'HABITAT INDIGNE

AVIS DE PUBLICITE COLLECTIVE

EN APPLICATION DES ARTICLES L.311-3 ET R.311-2 DU CODE DE L'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE, LA SOCIÉTÉ URBANIS AMENAGEMENT DOMICILIÉE 8, QUAI DU PORT À MARSEILLE (13002) PROCÈDE À LA PUBLICITÉ SUIVANTE :

Par arrêté n°2019-69 daté du 20 décembre 2019, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a adopté un arrêté prescrivant l'ouverture conjointe d'une enquête préalable à l'utilité publique et d'une enquête parcellaire, sur le territoire de la commune de Marseille, et au bénéfice d'Urbanis Amenagement, en vue du projet de création de logements sociaux sis 5, rue Roger Schiaffini 13003 MARSEILLE. Le même jour, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a adopté un avis d'ouverture des enquêtes portant sur le même objet. Cette enquête se déroulera à la Mairie de Marseille - Direction Générale Adjointe de l'Urbanisme, du Foncier et du Patrimoine - 40, rue Fauchier 13233 MARSEILLE CEDEX 20, du mardi 11 février 2020 au jeudi 27 février 2020 inclus. Conformément à l'article R.131-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'avis précité a été publié, en caractères apparents, dans deux journaux diffusés dans le Département des Bouches-du-Rhône. En outre, ce même avis a été publié, par voie d'affiches, sur le territoire de la commune de Marseille ; cet affichage sera certifié par le Maire de la commune. De plus, en application de l'article R.131-6 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notification individuelle du dépôt du dossier d'enquête parcellaire à la Mairie de Marseille a été faite par la société Urbanis Amenagement aux propriétaires figurant sur la liste établie en application de l'article R.131-3 du même code. L'article L.311-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique prévoit en outre, dans son troisième alinéa, que : « Les intéressés autres que ceux mentionnés aux articles L.311-1 et L.311-2 sont mis en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'expiration, à défaut de quoi, ils seront déchus de tous droits à l'indemnité. » Le présent avis est donc affiché en vue de cette publicité collective, en Mairie de Marseille ainsi que dans un des journaux d'annonces légales diffusés dans le département des Bouches-du-Rhône. A ce titre, et conformément aux articles L.311-3 et R.311-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les personnes intéressées, les propriétaires, les locataires, les fermiers, les locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes sont tenus de se faire connaître auprès de la société URBANIS AMENAGEMENT, 8 quai du Port (expropriant) dans le mois qui suit la parution de cet avis, à défaut de quoi elles seront, en vertu des dispositions finales du troisième alinéa de l'article L.311-3, déchues de tous droits à l'indemnité ».

Contact : URBANIS AMENAGEMENT, 8 quai du Port 13002 MARSEILLE
Téléphone : 04.86.26.06.86



URBANIS AMENAGEMENT
CONCESSION D'AMENAGEMENT
POUR L'ERADICATION DE L'HABITAT INDIGNE

AVIS DE PUBLICITE COLLECTIVE

EN APPLICATION DES ARTICLES L.311-3 ET R.311-2 DU CODE DE L'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE, LA SOCIÉTÉ URBANIS AMENAGEMENT DOMICILIÉE 8, QUAI DU PORT À MARSEILLE (13002) PROCÈDE À LA PUBLICITÉ SUIVANTE :

Par arrêté n°2019-71 daté du 6 janvier 2020, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a adopté un arrêté prescrivant l'ouverture conjointe d'une enquête préalable à l'utilité publique et d'une enquête parcellaire, sur le territoire de la commune de Marseille, et au bénéfice d'Urbanis Amenagement, en vue du projet de création de logements sociaux sis 68, rue Clovis Hughes 13003 MARSEILLE.

Le même jour, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a adopté un avis d'ouverture des enquêtes portant sur le même objet.

Cette enquête se déroulera à la Mairie de Marseille - Direction Générale Adjointe de l'Urbanisme, du Foncier et du Patrimoine - 40, rue Fauchier 13233 MARSEILLE CEDEX 20, du lundi 10 février 2020 au jeudi 27 février 2020 inclus.

Conformément à l'article R.131-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'avis précité a été publié, en caractères apparents, dans deux journaux diffusés dans le Département des Bouches-du-Rhône.

En outre, ce même avis a été publié, par voie d'affiches, sur le territoire de la commune de Marseille ; cet affichage sera certifié par le Maire de la commune.

De plus, en application de l'article R.131-6 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notification individuelle du dépôt du dossier d'enquête parcellaire à la Mairie de Marseille a été faite par la société Urbanis Amenagement aux propriétaires figurant sur la liste établie en application de l'article R.131-3 du même code.

L'article L.311-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique prévoit en outre, dans son troisième alinéa, que : « Les intéressés autres que ceux mentionnés aux articles L.311-1 et L.311-2 sont mis en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'expiration, à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits à l'indemnité. » Le présent avis est donc affiché en vue de cette publicité collective, en Mairie de Marseille, ainsi que publié dans un des journaux d'annonces légales diffusés dans le département des Bouches-du-Rhône.

A ce titre, et conformément aux articles L.311-3 et R.311-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique : « Les personnes intéressées autres que le propriétaire, l'usufruitier, les fermiers, les locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes sont tenus de se faire connaître auprès de la société URBANIS AMENAGEMENT, 8 quai du Port (expropriant) dans le mois qui suit la parution de cet avis, à défaut de quoi elles seront, en vertu des dispositions finales du troisième alinéa de l'article L.311-3, déchues de tous droits à l'indemnité ».

Contact : URBANIS AMENAGEMENT, 8 quai du Port 13002 MARSEILLE
Téléphone : 04.86.26.06.86

Contacts : 04.91.84.46.30 - a@laprovence-medias.fr
www.laprovencemarchespublics.com



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE
DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
DE LA LÉGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX
RÈGLEMENTES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône du 7 janvier 2020, il est procédé à l'ouverture d'une enquête publique portant sur la demande d'autorisation de prélèvement d'eau, d'autorisation d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine et de déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau et des périmètres de protection du captage du puits des Canaux Jumeaux situés sur la commune d'Isirres au titre du code de l'environnement et du code de la santé publique.

Cette opération concerne l'ouvrage et le prélèvement, pour un débit de 750 m³/h, du puits existant qui alimente actuellement en eau potable le hameau d'Entressan, Miramas et de Saint-Chamas.

A été désigné en qualité de commissaire enquêteur par la présidente du Tribunal Administratif de Marseille, Monsieur Jacques OGUER, officier de gendarmerie, rétitulé.

Le dossier d'enquête publique sur support papier comprenant notamment l'étude d'impact et son résumé non technique ainsi qu'un registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public pendant une durée de trente jours consécutifs, du 3 février 2020 au 3 mars 2020 inclus, en mairie d'Isirres, Direction de l'Urbanisme Opérationnel, 1 Esplanade Bernardin Laugier (13800), du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30 afin que chacun puisse consulter le dossier et consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête ouvert à cet effet.

Pendant la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique sera :
- consultable sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>
- consultable gratuitement sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux, place Félix Baret, 13006 Marseille
(du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - bureau 421 - contact préalable au 04.84.35.42.65.)

Pendant la durée de l'enquête, les observations et propositions du public pourront être adressées au commissaire enquêteur par voie postale à la mairie d'Isirres, Direction de l'Urbanisme Opérationnel, 1 Esplanade Bernardin Laugier, 13800 Isirres, ou par courrier électronique à l'adresse suivante : pref-ep-canaux-jumeaux@bouches-du-rhone.gouv.fr (capacité maxi 5Mo).

En outre, les observations et propositions écrites et orales seront reçues par le commissaire enquêteur, Monsieur Jacques OGUER, qui se tiendra à la disposition du public au lieu, jours et heures suivants :
- Mairie d'Isirres - Direction de l'Urbanisme Opérationnel - 1 Esplanade Bernardin Laugier (13800)
- lundi 3 février 2020 : de 14h00 à 17h30
- vendredi 14 février 2020 : de 8h30 à 12h00
- jeudi 20 février 2020 : de 8h30 à 12h00
- mercredi 26 février 2020 : de 14h00 à 17h30
- mardi 3 mars 2020 : de 14h00 à 17h30

Les observations et propositions du public (1) transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus seront consultables en mairie d'Isirres aux heures d'ouverture au public et sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Les observations et propositions du public (1) transmises par voie électronique seront consultables sur le site internet de la préfecture où elles seront publiées dans les meilleurs délais.

L'ensemble des observations et propositions du public sera communicable aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci, en s'adressant à la préfecture des Bouches-du-Rhône.

À l'issue de l'enquête, copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera tenue sans délai à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la mairie d'Isirres où s'est déroulée l'enquête ainsi qu'à la préfecture des Bouches-du-Rhône et sur son site internet.

Au terme de l'enquête publique, le Préfet des Bouches-du-Rhône prendra une autorisation modificative dans le cadre des dispositions du 2° de l'article L.181-18 du code de l'environnement.

Cet arrêté sera mis en ligne sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Le maître d'ouvrage du projet est la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Immeuble Le Pharo - 58, boulevard Charles Livon - 13007 Marseille.

(1) Les données personnelles contenues dans les observations et propositions du public, quelles que soient leurs formes, et recueillies au cours de l'enquête environnementale seront consultables en ligne.

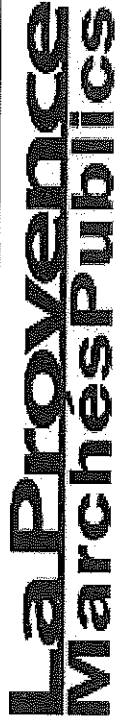
Marseille, le 8 janvier 2020
POUR LE PRÉFET
Le chef de Bureau



AVIS DE PUBLICITE

INSTALLATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN RENFORCE
PAR LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE SUR LE TERRITOIRE
DE MARSEILLE PROVENCE, A L'EXCEPTION DE LA VILLE DE MARSEILLE.

Par délibération n° URB 010-7381/19/BM en date du 19 décembre 2019, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence à l'exception de la Ville de Marseille.



NOUVEAU OUTIL de dématérialisation pour vos appels d'offres

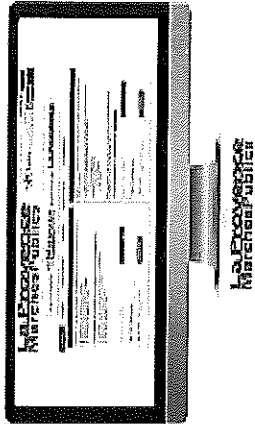
ACHETEURS PUBLICS, OPTEZ POUR
www.laprovencemarchespublics.com

Contact : Frédéric Landercy 04 91 84 46 45 - Flandercy@laprovence-medias.fr

Pour améliorer la qualité &
la compétitivité de vos offres,

UNE SOLUTION 100% EFFICACE :

- Ergonomique
- Simple d'utilisation
- Assistance rédactionnelle
- Sécurité & facilite vos procédures et échanges



979337

CAISSE DE CREDIT MUTUEL VENELLES

Les sociétaires sont conviés à l'Assemblée Générale Ordinaire de la Caisse ci-dessus qui est convoquée par le Conseil d'Administration à la date suivante

Le 6 mars 2020 à 18h00
AGAP AIX
104 AVENUE DES LOGISSONS
13770 VENELLES

Ordre du jour de la réunion :

1. Bienvenue, ouverture de l'Assemblée, constitution du bureau.
2. Compte rendu d'activité.
3. Présentation du bilan et du compte de résultat.
4. Rapport du Conseil de Surveillance et certification des comptes.
5. Approbation du bilan et du compte de résultat. Affectation du résultat.
6. Résolutions, quitus et décharge au Conseil d'Administration.
7. Constataion de la variation du capital de la caisse.
8. Elections au Conseil d'Administration: 3 sièges sont à pourvoir*.
9. Elections au Conseil d'Administration: 3 sièges sont à pourvoir*.
10. Clôture de l'Assemblée Générale.

* Les candidatures sont à adresser au siège de la Caisse 8 jours au moins avant la date de l'Assemblée générale.

Le Président du Conseil d'Administration

980091



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

AVIS D'APPROBATION

DE LA REVISION DU PLAN DE PRÉVENTION
DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES, DEBORDEMENT
DE COURS D'EAU,
COMMUNE DE ROQUEVAIRE

Par arrêté préfectoral du 10 décembre 2019, le Préfet des Bouches-du-Rhône a approuvé la révision du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles d'inondation (PPRI) débordement de cours d'eau sur le territoire de la commune de Roquevaire.

L'arrêté d'approbation a été publié le 12 décembre 2019 au recueil des actes administratifs des Bouches-du-Rhône N°13-2019-296. Il peut être consulté sur le site internet des services de l'Etat dans le département : www.bouches-du-rhone.gouv.fr. Il est également affiché pour une durée d'un mois à la mairie de Roquevaire et au siège la Métropole Aix Marseille Provence.

Le dossier de PPRI approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie et au siège la Métropole Aix Marseille Provence. Il est consultable et téléchargeable sur le site internet des services de l'Etat dans le département.

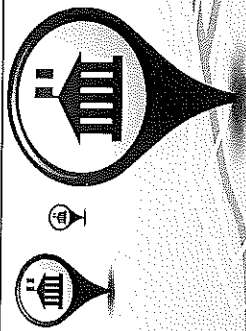
979192



AVIS DE PUBLICITE

INSTALLATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN RENFORCE
PAR LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE SUR LE TERRITOIRE
DE LA VILLE DE MARSEILLE.

Par délibération n° URB 011-7382/19/BM en date du 19 décembre 2019 le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Ville de Marseille.



MAIRIES
Soyez au plus près de
vos administrés

en faisant également paraître vos annonces légales
- enquêtes publiques, concertations, avis d'informations, réunions, etc -
dans la page locale de votre commune

RENSEIGNEMENTS :

04 91 84 46 30

a@laprovence-publicite.fr

LaProvence

979020